

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 8 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PIGNOT REVALORISATION
CHEMIN DE LA GALIVE
19600 Saint-Pantaléon-De-Larche

Références : 2026-04-08 UiD192026-0043r georisques
Code AIOT : 0006004328

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement **PIGNOT REVALORISATION** implanté AU JARRY 19520 Mansac. L'inspection a été annoncée le 04/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIGNOT REVALORISATION
- AU JARRY 19520 Mansac
- Code AIOT : 0006004328
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PIGNOT REVALORISATION exploite une installation de maturation de mâchefers à Mansac (19) sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation signé en date du 16 octobre 2015.

Les mâchefers pouvant être pris en charge sont ceux issus de l'usine d'incinération voisine de Saint-Pantaléon-de-Larche, pour lesquels l'exploitant en réalise dorénavant la prestation globale de déferraillage (conséquence du démantèlement progressif de l'incinérateur au profit d'un nouveau)

Exceptionnellement, le site de Mansac a également pris en charge les mâchefers de l'usine d'incinération de Montauban (82) jusqu'au 31 décembre 2025 (arrêté préfectoral complémentaire du 19 février 2024).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Résultats de la surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 16/10/2015, article 9.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/10/2015, article 7.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
5	Entretien des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/10/2015, article 7.2.4 et 7.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Panneaux photovoltaïques (Constat n°9 de l'inspection 2024)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Section V	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Cuves de stockage sans rétention	Arrêté Préfectoral du 16/10/2015, article 7.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
9	Plan de défense incendie et maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, articles 5 et 6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Résultats de la surveillance des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 16/10/2015, article 9.2.3	Sans objet
2	Mesure annuelle de retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 16/10/2015, article 9.2.1	Sans objet
7	Traçabilité liée aux mâchefers entrants et sortants	Arrêté Préfectoral du 16/10/2015, Chapitre 8.1 et article 5.1.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreprise PIGNOT REVALORISATION doit transmettre des éléments justifiants du respect des prescriptions qui lui sont applicables.

Sans que cela ne soit dommageable à l'exploitant, il est constaté que les mâchefers venant de l'incinérateur de Saint-Pantaléon-de-Larche sont fortement chargés en imbrûlés (il est encore possible d'identifier des pans entiers de sacs poubelle noir par exemple).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Résultats de la surveillance des eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2015, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des eaux résiduaires
Prescription contrôlée : <u>Article 9.2.3. Auto surveillance des eaux résiduaires</u> Une mesure des rejets d'eau dans le milieu naturel, en sortie du bassin multifonction, prévue à l'article 4.3.9.1 sera réalisée annuellement. [...]
Constats : L'exploitant a transmis à l'Inspection des Installations Classées (IIC), le rapport des mesures réalisées le 21/10/2025. Sur cette campagne, le paramètre "Matières en suspension (MES)" est non conforme à la valeur limite de l'arrêté préfectoral (AP) du site : Elles sont relevées à 130 mg/l (Valeur limite de l'AP : 100 mg/l) L'exploitant ne peut expliquer ce dépassement. Par précaution, il a fait réaliser un hydrocurage de ses réseaux aqueux fin décembre 2025 (facture et bons d'intervention transmis à l'IIC) Tous les autres paramètres analysés sont conformes aux valeurs limites. <u>Afin de respecter les valeurs limites dans ses rejets aqueux, il est demandé à l'exploitant d'augmenter la fréquence de réalisation des hydrocurages du réseau.</u> <u>Par ailleurs, il est rappelé que les plans des réseaux aqueux du site doivent être à jour avec recollement à tous les ouvrages existants (regard, citerne, pompe de relevage,) et tenus à disposition de l'IIC.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesure annuelle de retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2015, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : <u>Article 9.2.1. Auto surveillance des émissions atmosphériques</u> Une mesure de retombée des poussières prévue à l'article 3.1.6 sera réalisée annuellement. [...]
Constats : L'exploitant a transmis à l'IIC le rapport des mesures annuelles de retombées de poussières réalisées du 08/10 au 07/11/2025. Sur cette campagne de mesure, aucun dépassement de la valeur limite de 200 mg/m ² /jour (valeur limite d'émission prescrite par l'AP) n'a été relevé au niveau des points de suivi. Les valeurs obtenues aux niveaux des points de contrôle n°1, 2 et 3 sont inférieures à la valeur obtenue au niveau du point Témoin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Résultats de la surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2015, article 9.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des niveaux sonores
Prescription contrôlée : <u>Article 9.2.5. Auto surveillance des niveaux sonores</u> Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.[...]
Constats : L'exploitant a transmis à l'IIC un bon de commande (devis validé et signé) de la prestation et indique que les mesures de situation acoustique ont été réalisées en semaine 13/2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre le rapport de mesure acoustique dès qu'il l'aura reçu. En cas de valeur(s) réglementaire(s) non conforme(s), il devra fournir la justification des dépassements mesurés et le plan d'action qui en découle, le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2015, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : <u>Article 7.3.2. Installations électriques</u> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
Constats : L'exploitant a transmis à l'IIC, le rapport des vérifications électriques réalisées le 18/03/2025 comportant des non-conformités dont une signalant un danger (pour la première fois) : Présence de poussières déposées ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques. Il a fait réaliser le dépoussiérage et transmis des photos justificatives à l'IIC (sans remarques) relatives à cela. Pour mémoire, d'autres observations mineures (exemple : identification d'appareillages électriques dans les armoires) inscrites dans le rapport nécessitent également des actions à mener pour lever toutes les non-conformités.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant L'exploitant devra transmettre le prochain rapport annuel de vérifications électriques justifiant que toutes les non-conformités (y compris les observations mineures) ont été levées.
Proposition de délais : 12 mois

N° 5 : Entretien des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2015, articles 7.2.4 et 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <u>Article 7.2.4. Moyens de lutte contre l'incendie</u> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers rencontrés sur le site ; • un volume d'eau de la DECI disponible de 60 m³ composé d'un poteau incendie alimenté par un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur cet appareil ; • d'extincteurs répartis à l'intérieur des bureaux, des engins, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>L'exploitant mettra en œuvre tous les moyens pour piéger sur son site l'ensemble des eaux d'extinction d'incendie (intempéries comprises). Ces eaux seront ensuite transférées dans les bassins de lixiviats afin d'être traitées sur site.</p> <u>Article 7.5.3. Vérification périodique et maintenance des équipements</u> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : <p>L'exploitant a présenté à l'IIC le registre listant les extincteurs présents dans les locaux du site. Il n'a cependant pas été présenté le dernier rapport de vérification périodique de ces extincteurs. Pour rappel, l'AP d'autorisation du 16/10/2015 évoque également les extincteurs à l'intérieur des engins.</p>

<p>Par ailleurs, l'IIC a constaté la présence qu'une cuve de 60 m³ dont l'exploitant précise qu'elle est une réserve d'eau de pluie dédiée à l'extinction incendie (raccordement possible des camions du SDIS).</p> <p>L'exploitant indique également qu'un poteau incendie est situé à l'entrée du site et dont l'entretien est à la charge de la mairie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dernier rapport de vérification périodique des moyens de défense incendie du site, - pour la réserve d'eau de 60m³ : la justification du niveau de cette citerne et des caractéristiques nécessaires (débit 60m³, DN100) pour permettre son utilisation par le SDIS, - un justificatif (PV d'entretien, courrier d'engagement de la mairie, ...) permettant de s'assurer de la conformité du poteau incendie situé à l'entrée du site.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Panneaux photovoltaïques (Constat n°9 de l'inspection 2024)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Section V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Production électricité énergie photovoltaïque</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>SECTION V : DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉQUIPEMENTS DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ UTILISANT L'ÉNERGIE PHOTOVOLTAÏQUE</u></p> <p>Voir les articles 28 à 44</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis plusieurs documents relatifs à l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture du hangar abritant les mâchefers en cours de maturation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • attestation de conformité du Consuel, • fiche technique, • certificat RGE quali PV 500 EnR, • note de calculs de la charpente métallique, • notices d'exploitation/sécurité/ maintenance, • livre blanc des problèmes de sécurité, • plans des façades et toitures. <p>Cependant, il doit être également justifié du respect de <u>toutes les exigences</u> applicables aux centrales photovoltaïques réalisées sur un site ICPE (prescriptions de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation).</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- s'assurer que l'ensemble des prescriptions de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sont appliquées. Transmettre ainsi un état de lieux de conformité (sous forme de tableau) pour chaque disposition des articles 28 à 44) et les pièces justificatives associées : plans des installations, schémas électriques, photos des différents équipements et dispositifs de sécurité,....,
- fournir le dernier rapport de vérification annuelle réglementaire du coffret électrique de l'installation de la centrale photovoltaïque,

Pour mémoire, la notice d'exploitation de la centrale photovoltaïque transmise à l'IIC évoque des recommandations de vérifications courantes de fonctionnement et d'entretien qu'il convient de réaliser.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Traçabilité liée aux mâchefers entrants et sortants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2015, Chapitre 8.1 et article 5.1.6

Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité liée aux mâchefers entrants et sortants

Prescription contrôlée :**Article 8.1.1.2. Procédure lors de la livraison des mâchefers**

Toute livraison de mâchefers fait l'objet d'une vérification de l'origine du produit et d'une pesée.
[...]

Article 8.1.1.3. Registres

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable et résultats de caractérisation de base ou du contrôle de conformité).
[....]

Article 8.1.2.2. Pesée des déchets et contrôles

Tous les véhicules apportant des mâchefers sur le site font l'objet d'une pesée avant déchargement et après en vue de déterminer la masse des mâchefers entrants. Un contrôle visuel du mâchefer est réalisé lors du déchargement du camion sur l'aire dédiée à cet effet afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.
[...]

Article 8.1.4.1. Registre de sortie

L'exploitant tient à jour un registre de sortie, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de matériau routier quittant l'installation [...]

Article 5.1.6. Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les fiches d'analyse et de classement environnemental (toutes conformes) des lots 2025 de mâchefers maturés, n'appelant aucune remarque de l'IIC.</p> <p>Il a également présenté un tableau de suivi mensuel des états quantitatifs des stocks des mâchefers admis/entrants, traités (criblage/déferraillage, maturation, analyse) et sortants. Cependant, cet état révèle des écarts pour l'année 2025. Les quantités récupérées aux incinérateurs par les transporteurs sont différentes de celles entrantes/admises sur le site. L'exploitant indique que ces écarts résultent d'une mauvaise utilisation du logiciel à l'enregistrement de la quantité entrante (non prise en compte de la tare/masse à vide des camions benne à l'admission). Cela a bien été rectifié par l'exploitant pour les quantités entrantes de janvier et février 2026 (consignes données aux transporteurs)</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique que son tableau de suivi sera amélioré pour une meilleure lisibilité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Cuves de stockage sans rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2015, article 7.4.1</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Rétentions et confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 7.4.1. Rétentions et confinement</u></p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à 100 % de la capacité du plus grand réservoir.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté la présence deux cuves 1000 litres sans rétention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 de gazole - 1 dont l'exploitant indique qu'elle contient de l'ADBLUE. <p>Pour mémoire, la cuve de gasoil (non classée au titre d'une rubrique ICPE) doit respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 1er juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre sous rétention ces 2 cuves, hormis pour celle de gazole s'il est justifié qu'elle est à double paroi (avec détection de fuite).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, articles 5 et 6
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie et maîtrise des sinistres
Prescription contrôlée : <u>ARTICLE 5 - Plan de défense contre l'incendie.</u> L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion. <u>ARTICLE 6 - Maîtrise des sinistres.</u> L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

<p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre.</p> <p>Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer.</p> <p>Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires.</p> <p>Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne pas disposer d'un plan de défense incendie complet et à jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit parfaire et actualiser son plan de défense incendie. Transmettre ce dernier au SDIS, avec copie à l'IIC.</p> <p>Il doit également transmettre le compte-rendu du dernier exercice incendies à l'IIC.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>